

En perte, les Éditions de l'Avenir veulent supprimer un quart de leurs effectifs

Coup de semonce au sein du quotidien du groupe Nethys: 60 emplois pourraient passer à la trappe. Le personnel pointe l'immobilisme de l'actionnaire.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Nouvelle restructuration en vue dans le monde des médias belges. Après Sanoma et RTI, c'est au tour des Éditions de l'Avenir, détenues par l'intercommunale liégeoise Nethys, de tailler dans l'emploi. Hier, à l'issue d'un conseil d'entreprise extraordinaire, la direction a annoncé son intention de se séparer de 60 équivalents temps-plein, soit près d'un quart de ses effectifs (280 personnes). Les services touchés seront les rédactions du quotidien régional L'Avenir et les services commerciaux. Les magazines (Moustique, Pocket, Le journal des enfants) et le gratuit Proximag ne sont pas concernés.

La procédure Renault a été enclenchée. Avec d'abord une phase d'information puis une phase de négociation. Mais le temps presse. À partir du 1^{er} janvier, les conditions pour prépensionner les gens seront plus strictes. Il ne sera plus possible de le faire dès 56 ans. La direction entend donc boucler le plan d'ici la fin de l'année afin de limiter au maximum les licenciements secs. Une première réunion direction-syndicats est prévue vendredi. En attendant, le personnel a déposé un préavis de grève et mené une action symbolique: le journal de ce mardi paraît amputé de 24% d'espace rédactionnel – soit le pourcentage d'emplois supprimés – qui sera remplacé par des blocs blancs.

Baisse des ventes

La direction invoque avant tout la baisse des

ventes depuis plusieurs années pour justifier ce plan. Celles de L'Avenir tournent autour des 77.000 exemplaires par jour contre 85.000 il y a cinq ans et 92.000 il y a dix ans. En outre, les recettes publicitaires de la presse sont de plus en plus captées par les géants du web. L'Avenir n'échappe évidemment pas au phénomène. Résultat: l'entreprise est tombée dans le rouge en 2016 et a doublé sa perte en 2017 à -1,2 million d'euros alors que le chiffre d'affaires reculait de 49 à 47,1 millions d'euros.

La direction s'en tient à son communiqué et n'en dit pas d'avantage. *«Nous allons traverser une période humainement difficile. Les équipes sont soudées, très attachées à leur média: en moyenne nos collaborateurs comptent 17 années de maison. Cette transformation est indispensable pour garantir un futur à notre journal. Nous la mènerons dans le respect de chaque collaborateur»*, y indique l'administrateur délégué Jos Donvil, également patron de l'opérateur télécoms Voo.

Un «immense gâchis»

Les représentants du personnel sont, on s'en doute, plus prolixes. *«On ne s'attendait pas à un plan d'une telle ampleur»*, nous dit-on. Pour eux, l'affaire Nethys Publifin a empoisonné la vie du titre, bloquant tout développement. *«C'est un immense gâchis, témoigne l'un d'entre eux. Cela fait plus de quatre ans que Nethys a racheté le titre et il n'a quasiment rien fait.»* Et d'ajouter: *«La décision sur la future imprimerie (L'Echo du 23 octobre 2018, NDLR) a été prise beaucoup trop tardivement et contre la volonté de la rédaction.»*

Dans la foulée de l'annonce des licenciements, la direction a en effet confirmé qu'à partir de janvier, L'Avenir serait imprimé à

Nivelles chez Rossel en format berlinois (ce lui de L'Echo, du Soir, etc., NDLR). Un opérateur et un format dont ne voulait pas la rédaction, à la fois pour des raisons techniques (la maquette devra être entièrement revue) et stratégiques. Ils craignent qu'après les accords publicitaires conclus il y a un an entre les deux groupes, Rossel n'absorbe à terme L'Avenir. Un vieux serpent de mer nié fermement des deux côtés.

Pour relancer la machine, la direction annonce des investissements et un plan de développement en trois axes: élargissement du lectorat local et dans les grandes villes, développement d'une offre digitale de qualité et concrétisation de synergies entre les pôles télécom et média du groupe, c'est-à-dire

Voo. Objectif: faire de L'Avenir le premier quotidien francophone. Le groupe est peu disert sur ces synergies, mais on peut imaginer, par exemple, une plateforme IT commune pour gérer les abonnés.

«Nos lecteurs consomment différemment l'information», conclut le directeur général Yves Berlize, pour lequel ce plan impliquera un changement important dans la manière de travailler. *«Il est urgent de s'adapter à cette tendance et de basculer vers un système qui renforce l'offre digitale, tout en gardant une information de fond et de qualité dans les médias papier.»* Une manière implicite de reconnaître le retard accumulé ces dernières années.

«Depuis son arrivée il y a quatre ans, Nethys n'a quasiment rien fait.»